16 octobre 2026 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse du Président de la République à l'issue du Conseil européen.

Emmanuel MACRON

Bonjour Mesdames, Messieurs.

Heureux de vous retrouver à l'issue de ce Conseil, dont l'agenda était riche. Je vais essayer de rendre compte en tout cas des principaux points. Je voudrais ici valoriser ce qui a été fait à la fois lors de ce Conseil, mais aussi de ces derniers jours et de ces dernières semaines sur plusieurs fronts, et des avancées, je trouve, concrètes qu'on a pu obtenir grâce à la mobilisation collective. D'abord, sur la question de l'énergie qui touche beaucoup de nos compatriotes et des compatriotes évidemment de chaque pays européen et qui est la conséquence de la fermeture d'Ormuz depuis plusieurs mois et des déstabilisations de toute cette région. Il y a d'abord eu l'accord du G7 qui a permis de libérer donc des barils de pétrole brut et de diesel sur le marché issus de nos réserves stratégiques et qui a eu un véritable impact et qui est mis en œuvre tel que le Premier ministre, d'ailleurs, avec l'ensemble des parties prenantes du secteur, l'a annoncé lundi dernier. C'est une bonne chose parce que ça va permettre de baisser les prix de manière très concrète pour nos compatriotes. Ceci s'accompagne d'une série de mesures qui ont été confirmées par la Commission européenne.

J'avais sollicité la présidente il y a plusieurs semaines pour avoir des flexibilités, pour pouvoir importer plus facilement justement du pétrole et du gaz dans le contexte, pour avoir des capacités de raffinage qu'on utilise mieux, pour assouplir certaines réglementations. Donc sur cet agenda, on a pu avancer. C'est très concret et c'est très important pour, là aussi, l'ensemble de nos compatriotes et les effets vont se faire sentir et commencent à se faire sentir dès maintenant.

Indépendamment de ça, on a eu un long débat sur nos stratégies parce que les modèles nationaux, comme vous le savez, sont très différents et, au fond, ce qui a été confirmé lors de ce Conseil et l'accord qui a été scellé, c'est d'abord de poursuivre le cap que nous nous sommes donné, qui est celui de la décarbonation, parce que c'est le bon, c'est celui qui permet à l'Europe de tenir ses engagements pour le climat et pour la souveraineté, parce que nous ne deviendrons pas des producteurs d'hydrocarbures, et dans ce cadre-là, d'accélérer le plan d'électrification de la Commission, qui est une étape importante, et de pouvoir utiliser pleinement l'argent qui vient de l'ETS pour flexibiliser ce chemin et permettre d'accompagner les pays et les secteurs les plus sensibles. Et donc, c'est là-dessus la confirmation d'une stratégie et des flexibilités qui se sont démises. Voilà pour l'énergie.

Le deuxième sujet sur lequel il y a eu une avancée importante, c'est qu'au fond, nous avons acté un changement très profond et que la France appelait de ses vœux depuis plusieurs années de la politique commerciale européenne. C'est ça, ce qui s'est passé hier soir. Et c'est le fruit d'un très long travail, de discussions stratégiques qu'on a eues tous ces derniers mois ensemble, ce qui était une bonne chose, d'une vraie convergence franco-allemande qui s'est scellée en juillet dernier et qui s'est traduite par notre papier commun il y a quelques semaines, et qui a permis d'acter d'abord des avancées très concrètes dans les discussions de l'Europe avec plusieurs partenaires, dont la Chine, mais qui a vraiment acté hier dans nos conclusions et dans ce qui a été traduit à la Commission un changement de cette politique commerciale, c'est-à-dire une politique commerciale beaucoup plus pragmatique, et qui accepte de protéger ses secteurs, ses acteurs économiques face à la concurrence déloyale. On avait commencé à le faire, vous vous en souvenez, sur les véhicules électriques il y a quelques années, mais il n'y avait pas de consensus au sein de notre Europe et on le faisait presque par effraction. Là, on a vraiment acté hier un changement, une politique commerciale nouvelle européenne qui acte l'importance de la sécurité économique, de la protection de nos acteurs économiques face à la concurrence déloyale. Nous avons commencé avec les véhicules, il faudra continuer sur la chimie, sur le plastique, sur les ferroalliages, sur tous les secteurs qui sont au fond attaqués par de la concurrence déloyale. C'est une avancée importante, elle s'est concrétisée grâce à cet accord franco-allemand.

Le troisième élément qui est très important en termes là aussi, au fond, d'efficacité et de protection par l'Europe, c'est l'accord que nous avons trouvé entre la France et l'Allemagne ce matin sur la question de l'automobile et plus largement sur la question de nos émissions, de l'automobile et de la préférence européenne. On a acté un accord qui va permettre d'avancer, qui va aider à protéger là aussi ce secteur qui est ô combien touché par la concurrence déloyale, qui va permettre de donner un cap au secteur automobile avec justement une ligne claire qui est donnée, un booster pour les petits véhicules, des flexibilités qui étaient demandées, là aussi, une protection avec une préférence européenne pour notre accélérateur industriel, préférence européenne très concrète et limitée. Et donc, tout ça est une avancée qui est tout à fait positive. Maintenant, on va tout faire pour la traduire en actes à 27, mais c'est une avancée importante et je voulais la souligner.

Ensuite, nous avons avancé, au-delà de ces trois, vraiment, mouvement de fond, qui sont pour moi très stratégiques et essentiels pour notre Europe. On a aussi avancé sur notre agenda une Europe, un marché.

Je voudrais ici souligner l'importance de l'accord qui a été trouvé entre nos ministres de l'Économie et des Finances sur l'union des marchés de capitaux il y a quelques jours. Cet accord, vous m'aviez entendu l'annoncer il y a quelques mois, dire que c'était une de nos priorités de ce deuxième semestre. Maintenant, on doit le traduire jusqu'au bout. C'est notre objectif d'ici la fin de l'année, mais il va permettre d'avoir une supervision européenne enfin actée pour nos acteurs de marché. Il est clé et donc on veut aller au bout maintenant sur le plan de la procédure et l'adopter pleinement d'ici la fin de l'année avec le Parlement. Et on veut aller aussi au bout sur la question de la titrisation qui est extrêmement importante pour le financement de nos économies. Et nous avons encouragé la Commission à avancer plus vite sur la compétitivité du secteur bancaire. Très important pour l'agenda de compétitivité.

À côté de ça, j'évoquais la préférence européenne pour l'accord franco-allemand. C'est, je dirais, une ligne directrice de ce qui est important pour notre compétitivité. Nous avons là-dessus insisté et le 28ème régime de droit des sociétés est aussi un de nos objectifs à court terme. Donc là-dessus, nous avons aussi acté un agenda très volontariste et notre souhait d'avancer plus vite et plus fort.

Sur, ensuite, l'après-midi d'hier, nous avons discuté du budget et donc du cadre financier pluriannuel. Cette discussion, il n'était pas prévu qu'elle soit conclusive, mais la France a défendu une position très simple : la pêche, l'agriculture, la politique de cohésion, un fonds de compétitivité ambitieux pour préparer nos grandes dépenses d'avenir sont essentiels et doivent être au cœur de nos objectifs. Et donc, à cet égard, nous voulons pleinement préserver la PAC et la pêche, et je salue d'ailleurs ce qui a été fait par la présidence irlandaise.

C'est extrêmement important à cet égard, notamment aussi sur la réserve de crise de la crise agricole et les taux de cofinancement, ainsi qu'en préservant le POSEI pour nos outre-mer. Et je veux ici dire combien le fonds de compétitivité est important.

La présidence irlandaise a déjà présenté beaucoup de coupes. Nous avons exprimé que celles-ci étaient en fait déjà contraires à la philosophie et à l'esprit de ce que nous avions défendu avec le rapport Draghi. Et nous avons souligné l'incohérence qu'il y avait parfois autour de la table. Tout le monde disait : le rapport Draghi, c'est très important ; mais je rappelle que le rapport Draghi, c'est la simplification. C'est une politique de protection, mais c'est aussi une politique favorable à l'innovation. Tous ceux qui sont pour des coupes sur le fonds de compétitivité, il y a 30 milliards de coupes là dans le nouveau paquet, sur le fonds de compétitivité, ils disent en quelque sorte, on peut réduire de 30 milliards ce qu'on met dans l'innovation. Et c'est assez simple, ça se répercute sur la période de la même manière, ça veut dire qu'on coupe d'un peu plus de 200 milliards l'impact sur le PIB européen. Ce n'est pas la meilleure décision qu'on puisse prendre.

Donc en fait, notre message, c'était de dire : stop sur de nouvelles boîtes qui viennent faire des coupes, on doit maintenant parler des ressources propres. Si on veut avoir la PAC, qui est importante pour nous, notre politique des pêches, notre politique pour nos régions ultrapériphériques et une politique d'avenir pour l'Europe ensemble, et ne pas augmenter notre contribution nationale, qui est déjà élevée — nous sommes des contributeurs nets, et deuxième, vous le savez — il nous faut avoir de nouvelles ressources propres pour notre Europe. C'est le mandat clair qui sort de ce Conseil européen et pour moi, c'est une très bonne décision.

Et donc, je trouve que ce que nous avons acté est tout à fait positif. Le Parlement européen a travaillé sur des options tout à fait crédibles, en particulier sur le numérique ou les crypto-actifs. Je souhaite qu'on aille plus loin sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et son allocation au niveau européen, qu'on modernise aussi ce qu'on fait sur le système douanier pour que l'Europe puisse en avoir davantage sur notre budget commun. Et donc, mandat a été donné et on doit revenir dans les prochaines semaines avec maintenant des ressources propres, substantielles qui soient conclues.

Nous avons eu ensuite l'occasion d'échanger avec le Président Zelensky. J'ai vu longuement le président hier soir en tête-à-tête. On l'a revu ce matin collectivement, puis nous avons eu une discussion sur l'Ukraine. Et au fond, le message des Européens est clair : nous ne lâcherons pas l'Ukraine et les Ukrainiens, parce que c'est une guerre de résistance face à la guerre d'agression russe, et nous considérons que dans ce moment où il y a pu avoir des ambiguïtés, où certains faseyent.

Le rôle des Européens, c'est de tenir leur ligne parce qu'il en va de la sécurité de l'Europe et de la défense des principes internationaux. Et donc, évidemment, nous avons le soutien budgétaire, nous en avons parlé. La Commission a annoncé un nouveau versement. C'est celui qui permet d'ailleurs de se doter de ces équipements indispensables pour l'Ukraine, les drones, les missiles, etc.

On a aussi évoqué l'accélération de ce qui a été acté en juillet dernier avec l'Ukraine pour ce qui est de la France. Et donc on a accéléré de nouvelles livraisons de missiles, de capacités, et tout le travail qu'on fait à la fois sur les drones et l'antimissile, avec là aussi des réunions qui se tiendront dans les prochains jours pour accélérer le *licensing*, la permission de produire plus vite à des tiers sur le territoire ukrainien certaines de nos capacités, mais également la volonté de travailler ensemble sur de nouveaux projets.

Et puis nous sommes en train de travailler aussi ardemment pour aider l'Ukraine à renforcer sa capacité à résister sur les images satellitaires, les dispositifs d'alerte avancée qui sont ô combien nécessaires, et l'Europe a des solutions en la matière. Je pourrais revenir, si vous avez des questions, sur tous les points, mais c'est le cœur de la discussion que nous avons eue, et une discussion stratégique qui a permis de conforter évidemment nos positions.

Si vous avez des questions, je pourrais évidemment revenir sur le Moyen-Orient, sur notre défense et notre sécurité, la lutte contre les désinformations, sur lesquelles nous avons eu aussi des conclusions. Deux mots pour finir. Nous avons eu un bon débat sur l'élargissement hier. Plusieurs pays candidats, le Monténégro, l'Albanie, la Moldavie et l'Ukraine ont franchi des étapes importantes dans leurs négociations d'adhésion qui témoignent des progrès réalisés et des réformes. Et nous avons souligné la nécessité de repenser le cadre de ces futures adhésions en incluant des mesures protectrices fortes, une intégration graduelle comme la France et l'Allemagne l'avaient proposé, et l'évaluation de l'impact de ces futures adhésions.

À cet égard, la Commission a proposé des choses tout à fait pragmatiques que nous soutenons sur l'élargissement. Et puis, nous avons enfin eu un débat sur l’émigration cet après-midi. Et si je devais vous résumer les choses, nous avons eu un mauvais débat sur des bons résultats. Mauvais débat parce qu'en fait il a été très politisé et extrêmement source de divisions autour de la table, ce qui ne m'a jamais paru être une bonne chose, en tout cas une source d'efficacité. Mon expérience des 10 dernières années, c'est que c'est ces situations-là qui ont à chaque fois bloqué l'Europe. Mais des bons résultats parce que la Commission a rendu compte de ce qui est mis en place et le pacte asile-migration que la présidence française avait permis de réaliser et qui débloquait des années de paralysie liées justement aux divisions idéologiques entre États membres.

Ce pacte, il est maintenant mis en place. Il est exécuté et il permet des résultats. La Commission l'a présenté de manière extrêmement claire. Ce slide qui est présenté par la Commission européenne est des plus clairs. Baisse des franchissements irréguliers de frontières, -56 % depuis 2023. On retombe en dessous du chiffre de 2021, donc c'est efficace ce qu'on fait. Et surtout, une augmentation du taux de retour. Comme vous le voyez, qui atteint 32 % en 2026.

Est-ce qu'on doit se satisfaire de ça et s'arrêter ? Non, mais il faut renforcer, améliorer, et là-dessus nous sommes d'accord, plutôt qu'idéologiser. En tout cas, c'est la position de la France. Il est à noter d'ailleurs que la France, quand il s'agit des interceptions d'étrangers irréguliers aux aéroports ou quand il s'agit des retours vers les pays d'origine, est à chaque fois parmi les 3 premiers d'Europe. Sur les retours, de très loin même la première, ce qui montre l'efficacité aussi des politiques que nous avons mises en place.

Voilà, je ne serai pas plus long, je vais répondre à vos questions.

Journaliste

Monsieur le Président, bonjour. Volodymyr Zelensky vous a réclamé, à vous les Européens, 70 milliards d'euros supplémentaires pour l'année 2027. D'abord, est-ce que vous êtes d'accord sur ce chiffrage et comment souhaitez-vous financer ? Est-ce que c'est le retour de l'idée d'utiliser les avoirs russes gelés ? Est-ce que c'est un nouvel emprunt commun ? Par ailleurs, toujours sur l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, par rapport à Donald Trump, a déclaré s'être senti trahi. Vous, lors du Sommet d'Évian, vous aviez déroulé le tapis rouge à Donald Trump et vous vous étiez réjoui de l'avoir convaincu de rejoindre le camp des Européens sur l'Ukraine. Est-ce qu'aujourd'hui vous vous sentez aussi trahi ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. D'abord, la question du financement, c'est en premier lieu une question de trésorerie. Vous savez qu'on a acté un financement de 90 milliards par prêt l'année dernière. La clé, c'est de le débourser et de le débourser plus vite en fonction des besoins de l'Ukraine. Ces besoins sont là. Donc, il y a un besoin de trésorerie côté ukrainien qui est important. On y répond, ça, c'est la priorité. Deuxième chose, c'est de permettre aussi à l'Ukraine d'avoir des rentrées. Aujourd'hui, dans ce que font les Russes, qui est dramatique, pas simplement pour évidemment la situation de guerre, mais pour les finances ukrainiennes et pour nous tous, c'est le blocus sur la mer Noire. La Russie, par son action, empêche les céréales ukrainiennes de sortir. Je cite cela pour répondre à votre question parce que ce sont des rentrées pour le budget ukrainien. Il y a des récoltes records qui ont été faites par l'Ukraine, qui permettent d'ailleurs de nourrir beaucoup de pays en voie de développement et de pays pauvres, je pense à l'Égypte et à beaucoup d'autres pays d'Afrique, vers lesquels ces céréales sont exportées. Aujourd'hui, la Russie fait le choix d'affamer ces pays et d'appauvrir l'Ukraine. On va y répondre, mais c'est criminel à tous égards. Donc ça, c'est le deuxième axe de travail, c'est de débloquer ces revenus.

Et le troisième, ça va être de considérer justement et d'analyser ces demandes. Et la Commission a acté de lancer un travail avec l'Ukraine sur ce sujet. Donc, la copie sera finalisée et on va regarder en effet les financements, les financements qui seront à mobiliser par les pays du G7, par les partenaires et évidemment par les Européens. L'Ukraine a fait sa demande. C'est trop tôt pour articuler un chiffre. On reste, pour le moment, dans l'enveloppe des 90 milliards qui sont à débourser et on étudie évidemment toutes les demandes supplémentaires, mais il faut déjà épuiser cela pour avancer. Le tout, c'est que l'Ukraine puisse soutenir sa population, résister à la guerre d'agression et tenir son effort de résistance. Sur le deuxième point, je pense, le président Zelensky a eu des mots extrêmement clairs. Moi, je pense que surtout la décision qui a été prise n'est bonne pour personne. Elle n'est bonne pour personne parce que les volumes de diesel qui sortent de la Russie, ils existent, ils sont achetés par des pays aujourd'hui. Ils sont déjà sur le marché mondial. Donc, ce n'est pas vrai qu'ils vont régler le problème du marché mondial. Il y a des pays qui n'appliquent pas ces sanctions qui les achètent. On sait très bien, c'est cartographié, c'est connu. Donc, je pense que ça n'aura pas d'impact pour le président Trump. Ça envoie un message négatif, et c'est un élément de division ou de doute. Donc, je pense que ça n'est pas très utile et que ça crée plutôt de la défiance.

Donc je vais, moi, continuer d'essayer d'expliquer cela, de réengager avec bonne volonté aux côtés des Américains pour les convaincre d'abord des chiffres et essayer de faire des choses utiles pour baisser les prix, parce qu'on est tous d'accord sur une chose, il faut baisser les prix du diesel, de l'essence et du gaz, mais ce n'est pas ça qui va les faire baisser de manière efficace. Ce n'est pas la bonne réponse. Donc voilà, je pense que c'est inapproprié et inefficace. Et après, sur le reste, il faut rétablir la confiance et la clarté. Il y a eu beaucoup de débats sur la question des images, des dispositifs d'alerte avancée, et donc ça, il faut clarifier ce débat, et on aidera à le clarifier pour qu'il y ait une certitude et un plein soutien. On sera dans ce rôle.

Journaliste

Une question de budget. Vous avez parlé des ressources propres comme un moyen d'éviter les coupes. Il me semble que vous avez aussi évoqué la possibilité parfois de faire des smart cuts du budget. Est-ce que vous avez déjà identifié où on pourrait couper, où on trouverait ces smart cuts ? Et puis, comment vous pensez faire pour convaincre les 27 de trouver un accord en décembre ? Et sinon, jusqu'à quand êtes-vous en capacité de trouver un accord ?

Emmanuel MACRON

J'avais dit ça en juillet dernier sur, en quelque sorte, la boîte de la Commission. Là, sous le contrôle collectif, on doit être, par rapport à la boîte de la Commission, à 160 milliards d'euros de coûts sur la période. Il y a eu des cuts « smart » et « unsmart ». Donc mon sujet et l'approche, ce n'est pas de dire : il faut en rajouter ; je pense qu'il y en a déjà eu beaucoup. En vérité, la boîte de négociation à laquelle on arrive aujourd'hui a réduit beaucoup les flexibilités de la Commission et a endommagé le fonds de compétitivité. Donc, je pense qu'aujourd'hui, ce n'est pas tellement sur les coupes, mais c'est beaucoup plus sur les ressources propres qu'il faut avancer. Ça, c'est ma première réponse. Votre deuxième question ?

Journaliste

Comment convaincre les 27 de trouver un accord en décembre ?

Emmanuel MACRON

Alors, c'est l'art de la négociation. Il faudra passer par des crises et des désaccords avant de trouver des accords. Nous connaissons tous la chorégraphie. J'espère qu'il y aura le moins de drames possibles dans la période. Je crois que c'est possible pour la fin d'année, c'est l'objectif que s'est donné la présidence du Conseil. S'il n'y a pas de décision en décembre et qu'après le Conseil suivant est en mars, je pense que ce n'est pas une bonne méthode qu'il y ait un Conseil au mois de mars, en tout cas dans la deuxième partie de mars, qui cherche à conclure sur le budget parce qu'on sera à quelques semaines des élections en France. Je pense que ce n'est pas une bonne méthode démocratiquement.

Donc j'ai exprimé les choses, enfin j'ai rappelé les choses pour tout le monde. Donc je pense qu'on a suffisamment de temps dans les semaines à venir, suffisamment avancé pour essayer de trouver un accord. Je ne vais pas ici donner un jour fatidique, il n'y a pas un moment de l'horloge où les choses bougent, mais c'est une forme de bon sens démocratique que je rappelle, voilà. Donc je pense qu'il y a une volonté de tous d'essayer de trouver un accord sur un budget qui doit garder cette ambition, et notre unité.

J'ai répondu à toutes les questions ?

Journaliste

Monsieur le Président, vous avez évoqué des discussions sur la migration qui ont de nouveau suscité des débats très nourris, et on comprend qu'il y a eu des critiques à peine voilées contre l'Espagne, notamment de la part du Danemark, de l'Italie ou de la Pologne. Pouvez-vous nous préciser un peu plus ces points de désaccord ? Et quelle était la position que la France a défendue au cours de ces échanges ? Merci.

Emmanuel MACRON

Écoutez, moi, je n'ai pas pour habitude, depuis 10 ans presque maintenant, d'être le petit rapporteur des discussions autour de la table des 27, mais plutôt d'essayer de bâtir l'unité. Il n'y a pas eu besoin d'aujourd'hui pour savoir qui a attaqué l'Espagne le lendemain de ce qui s'est passé à Ceuta. Il y a eu une lettre publique qui a été écrite. La position de la France a été claire, nous n'avons pas signé cette lettre. Pourquoi ? Parce que l'Espagne a fait l'objet d'une attaque. On appelle ça attaque hybride, que voulez-vous, mais c'est une attaque informationnelle qui s'est passée. C'est-à-dire que des gens ont fait croire à des trafiquants et sans doute des gens qui voulaient déstabiliser l'Espagne, ont fait croire à beaucoup de personnes qui étaient dans la misère qu'il y avait une opportunité, ceci basé sur des fausses informations, en faisant monter une bulle informationnelle.

Et donc la première chose, quand on parle de Ceuta, je vais vous dire ce qu'on doit dire : il y a eu plus de 140 morts. Qu'on puisse avoir des débats, nous Européens, sur ces sujets, nous qui sommes le continent de l'humanisme et qui s'est construit là-dessus, en oubliant tout ça, en déshumanisant ces débats, donc pas pour moi. Donc d'abord, Ceuta, ça a été un drame humanitaire. Deuxièmement, Ceuta, c'est une attaque informationnelle contre l'Espagne. Troisièmement, elle l'a ensuite réglé et elle est en train de finir de régler ce sujet parce qu'elle a beaucoup diminué les choses avec une coopération étroite avec le Maroc.

Il faut remercier l'Espagne et le Maroc pour leur bonne coopération pour régler ce qui s'est passé. Et j'ai rappelé juste les choses. À chaque fois qu'on a eu ça, quel que soit le pays de première entrée, ce que les Européens doivent faire, par intérêt même pour eux, en plus des principes auxquels je tiens, c'est d'être solidaires. Ce n'est pas l'Espagne qui a dit : venez à moi. Ils ont subi cette attaque. Donc c'est d'être solidaires avec l'Espagne pour l'aider à régler ce problème, comme on le fait quand la Grèce a subi des flux migratoires, comme on le fait quand l'Italie a subi des flux migratoires, parce que c'est ce que nous devons faire pour aussi être efficaces.

Donc voilà, moi, ma position est simple. Les faits, rien que les faits, ne transformons pas ce qui s'est passé à Ceuta. L'humanisme, des personnes sont mortes. Et troisièmement, on doit avoir du pragmatisme. Et la position que moi, j'ai tenue, c'est celle que je tiens depuis le début. On sait les clivages idéologiques entre les gens autour de cette table, ils sont respectables, ils font l'objet d'ailleurs de la vie des démocraties des 27.

Mon constat, c'est que quand on politise ce débat autour de la table, on divise. Quand on divise et qu'on revient à des solutions nationales, on est inefficace. On a réussi à bâtir ce pacte asile et migration en 2022 sous présidence française dans une réunion des ministres de l'Intérieur à Tourcoing. On a ensuite été au bout. Puis, on l'a fait voter sous présidence espagnole. C'est une bonne décision. Ce pacte, il permet d'avoir des résultats. C'est ce qu'on voit aujourd'hui. On a pris nos décisions sur le retour. Bonne décision qui permet d'être plus efficace.

Est-ce qu'on doit aller plus loin, continuer ? Oui, mais le faire dans un esprit pragmatique et d'union, jamais dans un esprit de division ou d'idéologie. On n'a pas besoin de mots sur ce sujet. On a besoin de continuer à agir de manière efficace en étant conformes avec nos principes et en luttant efficacement contre l'immigration clandestine, c'est-à-dire en prévenant les mouvements et en étant efficaces sur les retours, et en le faisant avec de la solidarité entre États membres. Voilà ma ligne.

Journaliste

Bonsoir, Monsieur le Président. J'ai deux questions. La première concerne l'Ukraine. Vous avez dit : « nous ne lâcherons pas l'Ukraine ». La question qu'on peut se poser, c'est jusqu'à quand ? Vous avez sans doute évidemment écouté les dernières déclarations, notamment en France, Marine Le Pen, qui affirmait que si elle arrivait au pouvoir, au bout de six mois, couperait l'aide financière à l'Ukraine. Quel est le regard que vous portez sur celle qui pourrait peut-être vous succéder à l'Élysée en mai prochain ? Le message que vous adressez aux électeurs également sur cette question précisément ?

La deuxième question concerne ce qui se passera demain avec cet appel à manifestation un peu partout en France. D'après le ministère de l'Intérieur, plus de 500 actions qui pourraient avoir lieu dans différentes régions, des risques de violences aussi, de ce qu'on comprend, de la part de certains entourages de ministres, de la part d'une ultra-gauche. Quel est le message que vous passez et est-ce que vous craignez des débordements ?

Emmanuel MACRON

Sur votre deuxième question, je n'ai évidemment qu'un message à passer, c'est celui de l'appel au calme. On peut, je pense, c'est le fait même de notre démocratie, j'ai toujours été vigilant et attentif à cela, Il y a un droit constitutionnel de manifester, de s'exprimer, il est pleinement respecté, mais je pense que le... enfin, je ne pense pas, ce qui va avec ce droit, c'est le respect, le respect des personnes, le respect des biens, et donc, de ne pas insulter, de ne pas casser. Et donc, moi, j'appelle au calme et au respect pour préserver ce droit, nous tous. On en est le dépositaire, c'est une responsabilité qui va avec ce droit. Cette responsabilité, c'est d'être respectueux, d'organiser les cortèges, comme savent le faire d'ailleurs les grandes formations politiques ou les syndicats.

Le problème, c'est quand ils sont justement non organisés et qu'il y a des éléments qui sont là uniquement pour casser, pour créer du trouble. Et ça, c'est non. Donc voilà, j'appelle au calme, au respect de ce qui accompagne le droit de manifester et je veux ici redire ma confiance évidemment dans le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur qui ont passé beaucoup de temps à préparer tout cela en plus de tout ce qui s'est fait ces dernières semaines, et aussi mon soutien aux forces de l'ordre parce que ce sont des moments qui sont très durs pour nos forces de l'ordre, qui sont confrontées à une extrême violence, et nul ne s'engage dans la police ou la gendarmerie pour subir des assauts comme ceux qu'ils ont subis, par exemple, il y a quelques jours de la part de gens qui ne connaissent que la violence et le désordre.

Pour ce qui est de votre première question, si la France soutient, comme d'ailleurs aujourd'hui l'ensemble des pays membres de l'Union européenne, puisque depuis les élections en Hongrie, nous sommes 27 dans cette position, si la France, comme tous les autres pays membres de l'Union européenne, soutient l'Ukraine, c'est parce que nous savons que c'est notre sécurité qui s'y joue. Donc quiconque aujourd'hui explique aux Français : « On va faire des économies parce que tout ça n'est pas sérieux, on va arrêter de soutenir l'Ukraine », placerait à la première seconde la France dans une position inédite, ous serions les seuls à ne plus le faire, les seuls ; et considérerait en quelque sorte que notre sécurité ne vaut pas grand-chose. Je ne m'immisce pas dans la campagne, mais je suis étonné du manque d'humilité parfois qu'ont certaines ou certains à s'exprimer comme s'ils étaient déjà en poste. Soyons respectueux des Françaises et des Français. Ils voteront. Restez humbles. Vous serez confrontés à ce vote et le jour viendra, quelqu'un sera choisi qui aura la responsabilité à avoir. D'ici là, cette responsabilité est exercée conformément à la Constitution par votre serviteur qui a été élu pour cela. Mais je dis juste que ce n'est pas notre bon vouloir d'aider l'Ukraine, c'est notre intérêt et c'est l'unanimité des Européens et c'est notre sécurité.

Donc celles et ceux qui aujourd'hui disent qu'il faudrait arrêter de soutenir l'Ukraine et couper ses financements passent par-dessus bord la sécurité de notre Europe, et surtout la sécurité des Françaises et des Français. La capitulation, c'est la faiblesse. La faiblesse, c'est le danger. Je considère que la meilleure façon aujourd'hui de protéger les Français et les Françaises, c'est d'aider l'Ukraine comme nous le faisons, parce qu'elle assure les avant-postes de notre sécurité. Merci beaucoup.

Journaliste

Monsieur le Président, comment s'est passée la discussion d'hier soir sur l'élargissement concernant les propositions de la Commission européenne pour préparer l'Union européenne à l'élargissement ? Sur quoi les dirigeants sont-ils d'accord ? Qu'est-ce qui bloque encore ? Sont-ils prêts à ouvrir les autres groupes de chapitres avec la Moldavie ? Quel était le climat à la discussion d'hier soir pendant le diner ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Il y a, je l'ai dit, plusieurs pays, dont la Moldavie, qui ont fait des progrès qui ont été constatés. Notre volonté, c'est d'avancer conformément à la méthode que nous avons arrêtée, celle justement des mérites, propres à chacun. Nul ne peut ignorer tous les progrès faits par la Moldavie. Vous savez combien la France, ces dernières années, s'est engagée aux côtés de la Moldavie pour lutter contre la désinformation, pour lutter contre les ingérences extérieures et, là aussi, pour notre sécurité.

Donc moi, je soutiens très profondément ce qui a été fait par votre présidente et ce qui continue d'être fait, par le chemin aussi de réforme de votre gouvernement. Il a été très clair hier dans la discussion que tout le monde reconnaît les progrès qui sont faits par la Moldavie. Et donc, en fonction des progrès faits, tous les chapitres seront ouverts pour que les mérites soient reconnus et que les choses puissent avancer. Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs. Je vous souhaite une bonne fin d'après-midi.